

Brochure n° 3212

Accords nationaux
ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE
Personnels intérimaires
Personnels permanents

AVIS D'INTERPRÉTATION DU 16 DÉCEMBRE 2013
RELATIF AUX DISPOSITIONS DU DIF
NOR : ASET1450606M

Les parties signataires du présent accord conviennent des dispositions suivantes portant sur les modalités de mise en œuvre du droit individuel à la formation (DIF) des salariés intérimaires visées aux articles 37.1 à 37.6 de l'accord du 21 septembre 2012.

Article 1^{er}

Au 1^{er} janvier 2014, date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions portant sur le DIF, les entreprises de travail temporaire informeront leurs salariés intérimaires de l'acquisition de 30 heures au titre du DIF dès lors qu'ils justifient dans leur entreprise de 1 800 heures travaillées sur les 24 derniers mois, c'est-à-dire du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2013. Le 1^{er} janvier 2012 étant le point de départ à partir duquel l'ancienneté sera appréciée.

Les salariés intérimaires qui auront été informés de l'acquisition des 30 heures de DIF ne pourront les mobiliser que sur demande écrite, par lettre recommandée avec avis de réception ou lettre remise en main propre contre décharge, effectuée au plus tard dans les 2 mois qui suivent la dernière mission et au moins 1 mois avant le début de l'action de formation envisagée.

Article 2

Pour le salarié intérimaire qui n'aurait pas été informé de ses droits acquis au titre du DIF au 1^{er} janvier 2014 et qui demanderait à bénéficier de ses droits à DIF en cours d'année, l'entreprise de travail temporaire vérifiera, à la date de fin de la dernière mission réalisée, si le salarié intérimaire remplit les conditions d'acquisition et d'utilisation des droits à DIF, soit :

- 1 800 heures travaillées dans la branche sur les 24 derniers mois, sans pouvoir remonter au-delà du 1^{er} janvier 2012 ;
- dont 600 heures dans l'entreprise dans laquelle il fait sa demande ;
- au moyen des justificatifs fournis par le salarié intérimaire.

Si le salarié intérimaire remplit les conditions, l'entreprise de travail temporaire étudiera sa demande dès lors :

- qu'il l'effectue dans les délais visés à l'article 1^{er} ;
- et après avoir vérifié auprès du FAF-TT s'il n'a pas déjà utilisé tout ou partie de ses heures de DIF.

Article 3

A partir du 1^{er} janvier 2014, les entreprises de travail temporaire informeront au 1^{er} janvier de chaque année les salariés intérimaires qui justifient de 1 800 heures travaillées dans leur entreprise sur les 24 derniers mois des heures acquises au titre du DIF.

Pour effectuer une demande, les salariés intérimaires devront remplir les conditions d'utilisation mentionnées aux articles 1^{er} et 2.

Article 4

Le FAF-TT mettra à disposition des salariés intérimaires et des entreprises des outils d'information sur le DIF.

Fait à Paris, le 16 décembre 2013.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Prism'emploi.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

FNECS CFE-CGC ;

CSFV CFTC ;

FS CFDT.